

Entre Macron et Larcher, le fil est rompu

Le chef de l'Etat et le président LR du Sénat ne se voient et ne se parlent plus depuis plus d'un an. Motif : l'affaire Benalla, sur laquelle le Sénat a enquêté.

PAR JANNICK ALIMI

ENTRE EMMANUEL MACRON

et Gérard Larcher, le président LR du Sénat, les relations ne sont pas fraîches, elles sont inexistantes. Du jamais-vu dans l'histoire de la V^e République ! « Ce n'est peut-être pas le symptôme d'un dysfonctionnement au sommet de l'Etat, mais c'est certainement le signe d'un malaise », confie un sénateur. Si, pendant la première année du quinquennat, Gérard Larcher s'était rendu à l'Élysée plus souvent que durant toute la mandature de François Hollande, depuis un an et demi, le numéro un et le numéro deux de l'Etat ne se sont même pas parlé. Sauf, protocole oblige, lors des cérémonies officielles, comme le 11 novembre dernier, pour la commémoration de l'armistice de la Première Guerre mondiale.

Que penser alors des rumeurs récurrentes sur un Gérard Larcher appelé à remplacer Edouard Philippe à Matignon lors de la crise des



La rancune tenace d'Emmanuel Macron s'oppose à l'opiniâtreté de Gérard Larcher, qui organise, le 7 janvier, un débat sur les retraites au Sénat.

Gilets jaunes ou, comme cela a circulé, après les municipales, en cas d'échec des macronistes ? Elles sont vigoureusement balayées, tant au Palais du Luxembourg — « des inepties », selon l'entourage du président du Sénat — qu'à l'Élysée, où l'on qualifie ces « bruits » de « totalement surprenants ».

Des deux côtés de la Seine, on insiste sur le respect de part et d'autre des institutions. « Le chef de l'État ne cherche surtout pas de polémique avec le président du Sénat, une maison dont il respecte l'indépendance », martèle l'entourage d'Emmanuel Macron. Tandis qu'au Sénat on insiste sur l'esprit totalement

« républicain » qui inspire les relations entre les deux hommes. Un « minimum institutionnel » qui en dit long sur la dégradation du lien entre Macron, fringant quadra-startupeur, et le septuagénaire Larcher, menhir habillé aux couleurs des 35 000 communes de France...

L'affront du directeur du cabinet

A l'origine de cette tension ? L'affaire Benalla, qui, bien que remontant à juillet 2018, a laissé des traces. Il est vrai que le Sénat, contrôlé par la droite, soutenue dans cette affaire par les socialistes, a tapé fort. Après plusieurs mois de

travaux, la commission des Lois transformée pour l'occasion en commission d'enquête a fini, en mars dernier, par saisir le parquet pour faux témoignages de trois des plus proches collaborateurs de l'Élysée. Les trois cas ont été classés sans suite par la justice. Depuis, la ligne entre Macron et Larcher est coupée.

Mais, si le chef de l'État a la rancune tenace, les sénateurs ont l'opiniâtreté des combattants qui ont le temps pour eux. Fin novembre, le socialiste Jean-Pierre Sueur, rapporteur déjà de la commission Benalla, revient à l'attaque. Chargé, dans le cadre de la mission « pouvoirs publics »,

de contrôler les finances de l'Élysée, le sénateur du Loiret déplore publiquement que Patrick Strzoda, le directeur du cabinet, ne l'ait pas reçu. Il qualifie cet affront de « comportement peu républicain ». La réponse de Strzoda est cinglante : « Quand je suis sollicité pour un entretien, je ne reçois que les personnes respectables et/ou celles qui ne me font pas perdre mon temps. » Gérard Larcher, à son tour, prend la plume. Mais, pour ne pas alimenter l'incendie, adresse un courrier... au Premier ministre, et lui fait part de l'« émotion ressentie par les membres de la commission des Lois ».

Une nouvelle fois, le vent du boulet n'est pas passé loin. Mais comment ne pas deviner, derrière ces fâcheries, ces passes d'armes et ces silences, une bataille politique entre le pouvoir exécutif et le Sénat, seul contre-pouvoir parlementaire à côté d'une Assemblée à la majorité macronienne hégémonique ? « Gérard Larcher ne veut en aucun cas prendre la tête d'une opposition de droite à Emmanuel Macron, veut faire croire un proche. Même si être président du Sénat lui octroie une surface et une responsabilité politiques incontestables. »

Il n'empêche. Alors qu'Emmanuel Macron et Edouard

Philippe se débattent dans la crise provoquée par la réforme des retraites, Gérard Larcher de son côté a reçu les organisations syndicales et patronales. Il organisera le 7 janvier — jour de la reprise des discussions gouvernement-syndicats —, dans l'hémicycle du Sénat, un débat sur les retraites. Quant au statut particulier des sénateurs, une adaptation au futur régime universel est admise mais pas de suppression en vue. La ligne reste décidément bien brouillée entre Gérard Larcher, déterminé à labourer son pré carré, et Emmanuel Macron, drapé dans sa dignité jupitérienne de chef de l'État.